Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, Paris, Libertalia, 2014 (1936), 608 p., 20€.

Si le fascisme n'est pas progressif politiquement, il ne l'est pas davantage, contrairement à ce que pensent certains, économiquement. Dégagé de toutes les apparences, de toutes les contradictions qui en obscurcissent le vrai visage, de tous les aspects secondaires qui en dissimulent à tant de gens les aspects essentiels, compte tenu enfin des particularités de chaque pays, le fascisme consiste en l'instauration d'un État fort destiné à prolonger artificiellement le régime économique basé sur la propriété privée des moyens de production et sur le profit. Suivant la formule imagée de Radek, la dictature fasciste, « ce sont des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme »[1].

Ici il n'est pas inutile de répéter cette précision : le « tonneau » n'a pas été défoncé, contrairement à ce qu'on croit souvent, par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière ; le fascisme n'est pas la « réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat », mais bien plutôt « l'expression de la décadence de l'économie capitaliste »[2]. Le tonneau s'est défoncé lui-même.

Le fascisme est un réflexe de défense de la bourgeoisie, sans doute, mais de défense contre la désagrégation de son propre régime beaucoup plus que contre une attaque prolétarienne, à peu près inexistante. La classe ouvrière, en effet, à l'heure de la décomposition de l'économie capitaliste, n'a pas su, paralysée par ses organisations et par ses chefs, conquérir le pouvoir, afin de substituer le socialisme à un régime économique dont ses défenseurs mêmes admettent qu'il a du plomb dans l'aile.

Sur la nature de cette crise, le fascisme, en effet, ne se fait aucune illusion. « La crise, avoue Mussolini, a pénétré si profondément dans le système qu'elle est devenue une crise de système. Ce n'est plus un trauma, c'est une maladie constitutionnelle »[3]. Bien qu'il promette démagogiquement la résorption du chômage, la reprise des affaires, le fascisme est, en fait, moins ambitieux. Il s'efforce seulement d'enrayer, par des moyens artificiels, la chute des profits d'un capitalisme privé devenu parasitaire ; il n'a pas, malgré sa verbeuse

démagogie, de grands desseins ; il vit à la petite semaine ; il ne vise qu'à renflouer – grâce aux réductions de salaires, aux commandes et aux subventions de l'État, à la mainmise de l'État sur la petite épargne et à l'autarcie – une poignée de magnats monopolisateurs, de grands propriétaires fonciers. Et pour prolonger le règne de cette oligarchie, au prix d'une limitation de la libre entreprise, il accélère la ruine de toutes les couches de la population : salariés, consommateurs, épargnants, paysans–travailleurs, artisans et jusqu'aux industriels produisant des biens de consommation.

Les gens naïfs qui, hors d'Italie et d'Allemagne, sont tombés dans le piège de la démagogie fasciste et nous ont présenté le fascisme ou le national–socialisme comme une sorte de « révolution anticapitaliste », auraient dû méditer la lettre suivante d'un ouvrier, publiée, si extraordinaire que cela puisse paraître, par le Völkischer Beobachter, quotidien du parti nazi : « Personne au courant des questions économiques ne croira que le système capitaliste a disparu. Il est vrai que les méthodes de financement public ont pris un caractère différent – un caractère de coercition. Mais le capital, ou tout au moins ce que l'on comprend généralement par ce mot, n'a jamais été aussi puissant et privilégié qu'à présent […]. L'économie accumule d'énormes profits et réserves ; les travailleurs sont invités à attendre […]. Les gros font des bénéfices, les petits reçoivent des traites sur l'avenir. Si ce n'est pas là du capitalisme dans le sens exact du terme, je voudrais bien savoir ce que capitalisme signifie. Un groupe réalise d'énormes profits aux dépens du reste de la population. C'est ce qu'on est accoutumé d'appeler exploitation capitaliste »[4]. Un autre correspondant écrit au même journal :

« Ce n'est pas du national–socialisme ; c'est tout simplement du capitalisme. » Et l'organe officiel du parti nazi répond cyniquement que, si le gouvernement s'était avisé de répartir entre les travailleurs les deux milliards et quelques de profits accrus du grand capital, il se serait mis « en opposition flagrante avec l'Économie » [c'est-à-dire le grand capital][5].

Économiquement, le fascisme n'a donc rien de « progressif ». Il ne « dépasse » pas le capitalisme ; il est, au contraire, une forme de ce que Lénine appelait le capitalisme dépérissant[6]. Cette période de décomposition du système capitaliste, qui « traîne en longueur »[7], le fascisme la fait durer par tous les moyens ; il entretient l'abcès au lieu de l'ouvrir d'un coup de bistouri. Loin de conduire au socialisme, c'est–à–dire à la collectivisation des moyens de production et à l'autogestion, il consacre tous ses efforts et toutes ses ressources à contrecarrer le mouvement qui, à la faveur de la crise, tend à faire passer toute l'économie privée entre les mains de l'État. Il pousse à son plus haut degré le conflit entre le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production : alors qu'il lui serait possible de socialiser sans coup férir des secteurs entiers de l'économie, il respecte et renfloue, le plus qu'il peut, le capitalisme privé. Il ne conduit pas, même par une voie détournée, au socialisme. Il est l'obstacle suprême au socialisme.

Par ailleurs, le fascisme ne fait, sur le plan international, qu'aggraver la tendance de l'ensemble du système capitaliste au repliement national, à l'autarcie. En arrachant l'économie à la division internationale du travail, en adaptant les forces productives « au lit de Procuste de l'État national », il introduit « le chaos dans les relations mondiales ». Il crée pour le travail futur de planification socialiste « de colossales difficultés supplémentaires »[8].

En même temps, le fascisme porte à leur plus haut degré de tension les contradictions résultant de l'inégal développement du système capitaliste et hâte ainsi l'heure d'un nouveau partage du monde par la force des armes, l'heure de cette « chute dans la

barbarie » que Rosa Luxemburg prévoyait pour le cas où le prolétariat tarderait à remplir son devoir de classe et à édifier le socialisme[9].

Toutefois, il n'est pas exact de dire que le fascisme, c'est la guerre. Le bolchevik Bela Kun dénonçait, il n'y a pas si longtemps, ce mensonge intéressé : « Le mot d'ordre que le fascisme, qui est une des formes politiques de la domination bourgeoise, est la guerre, n'a pas d'autre but que de dégager une fois pour toutes de toute responsabilité un des groupes de puissances impérialistes qui masquent leurs préparatifs de guerre sous des apparences démocratiques et des phrases pacifistes. Le vieux mot d'ordre de l'antimilitarisme marxiste, celui de la lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste, était conçu autrement : Le capitalisme, c'est la guerre »[10].

Une dernière illusion serait à dissiper, si le triomphe du national–socialisme en Allemagne ne lui avait porté le coup degrâce : l'illusion que le fascisme serait un phénomène local, un phénomène « spécifiquement italien » ou « particulier aux pays retardataires à prédominance agricole », contre lequel les grandes nations industrielles, les « grandes démocraties occidentales » se trouveraient prémunies.

Le temps n'est plus où l'Italien Don Sturzo pouvait écrire « qu'en Angleterre, en France, en Allemagne, existe une classe politique résistante et à la hauteur de la tâche » et qu'on n'assisterait « sans doute jamais à une marche sur Londres, sur Paris ou sur Berlin »[11], et où Nitti affirmait sérieusement : « Toute entreprise fasciste, dans les pays qui ont atteint un degré élevé de civilisation économique, ne pourrait être qu'une vaine expérience […]. En Allemagne, les partis démocratiques et la république se sont solidement affermis »[12].

Le temps n'est plus où les sociaux–démocrates allemands pouvaient écrire : « Le fascisme, dans sa forme italienne, correspond aux circonstances italiennes. La force organisatrice et la plus haute éducation politique de la classe ouvrière allemande, ainsi que la faiblesse relative des masses non prolétariennes en Allemagne, par comparaison avec l'Italie, rendent impossible chez nous un écrasement aussi brutal de la démocratie »[13]. Et le bolchevik Martynov : « Le fascisme de type pur sera notre principal ennemi seulement dans les pays arriérés et à moitié agricoles »[14].

En Italie comme en Allemagne, le fascisme a été bien plutôt le produit spécifique du capitalisme le plus évolué, de l'industrie lourde monopolisatrice. Cependant, dans ces deux pays, certaines causes particulières en ont hâté le développement ; en particulier le fait que l'Italie et l'Allemagne se sont trouvées, au lendemain de la guerre, dans la position de nations « prolétaires » en face des nations nanties. Il en est résulté : d'une part, qu'elles ont dû se débattre dans des difficultés économiques aiguës bien avant les puissances industrielles plus favorisées ; d'autre part, que, dans ces pays, il a été particulièrement aisé de greffer l'idée nationale sur l'idée sociale et de fanatiser ainsi les masses populaires.

Il n'est pas absolument exclu que les mêmes causes profondes qui ont poussé les magnats italiens et allemands à financer les bandes fascistes, puis à porter au pouvoir le fascisme, reproduisent ailleurs les mêmes effets. Çà et là dans le monde, les trusts confient à l'État renforcé – sinon à l'« État fort »– le soin de restaurer leurs profits. On assiste à l'effritement progressif des institutions « démocratiques », à la prolifération d'un fascisme larvé.

Quant à une dictature fasciste ouverte, la bourgeoisie, instruite par les précédents de l'Italie et de l'Allemagne, hésite à y recourir. Mais peut–on affirmer qu'elle y ait

définitivement renoncé ?

De toute façon, la leçon des drames italien et allemand est que le fascisme n'a aucun caractère de fatalité. Le socialisme eût pu et dû l'exorciser s'il s'était arraché à son état de paralysie et d'impuissance ; s'il avait gagné de vitesse son adversaire ; s'il avait conquis, ou pour le moins neutralisé, avant lui, les classes moyennes paupérisées ; s'il s'était emparé, avant le fascisme, du pouvoir – non pour prolonger tant bien que mal le système capitaliste (comme l'ont fait trop de gouvernements portés au pouvoir par la classe ouvrière), mais pour mettre hors d'état de nuire les bailleurs de fonds du fascisme (magnats de l'industrie lourde et grands propriétaires fonciers) : en un mot, s'il avait procédé à la socialisation des industries-clés et à la confiscation des grands domaines. En conclusion, l'antifascisme est illusoire et fragile, qui se borne à la défensive et ne vise pas à abattre le capitalisme lui-même.

Mais telle n'est pas l'optique des « fronts populaires ». Leurs bonimenteurs se cramponnent à la planche pourrie de la démocratie bourgeoise et font risette aux groupes capitalistes les « moins réactionnaires », pour se préserver des « plus réactionnaires ». Ils attendent leur salut d'un Giolitti ou d'un Brüning qui, finalement, les livrera, pieds et poings liés, à un Mussolini ou à un Hitler. S'ils ont le goût du suicide, c'est leur affaire.

Entre fascisme et socialisme, les autres, ceux qui veulent vivre, ont fait leur choix.

références

références

⇧**1** Article de Karl Radek, cité par Lu, 12 mars 1933.

⇧**2** Clara Zetkin, rapport à la session du Comité exécutif élargi de l'Internationale communiste, Moscou, juin 1923.

⇧**3** Mussolini, discours du 14 novembre 1933.

⇧**4** Völkischer Beobachter, 7 juin 1936.

⇧**5** Ibidem, 13 juin 1936.

⇧**6** Lénine, L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1916.

⇧**7** Trotski, La IVe Internationale et l'URSS, 1933. (Cette brochure a été reprise dans : Léon Trotski, La nature de l'URSS, François Maspero, 1974 [NDE].

⇧**8** Ibidem.

⇧**9** Rosa Luxemburg, Discours sur le Programme, 1918 (ce texte figure en annexe du livre d'André et Dori Prudhommeaux, Spartacus et la Commune de Berlin, Spartacus, 1977 [NDE]).

⇧**10** Bela Kun, Internationale communiste, 15 août 1933.

⇧**11** Don Sturzo, L'Italie et le fascisme, 1927.

⇧**12** Francesco S. Nitti, Bolchevisme, Fascisme et Démocratie, Éditions du Progrès civique,1926.

⇧**13** Article de Decker dans Gesellschaft, organe théorique de la social-démocratie, 1929, II.

⇧**14** Alexandre Martynov, au Xe Plenum de l'Internationale Communiste, juillet 1929.